

de l'aile dynamique de la bourgeoisie marocaine. La collaboration avec les groupes financiers impérialistes ne peut être purement et simplement rejetée. Mais, dans le cas du Maroc, la presque totalité des réalisations industrielles importantes (une douzaine) soutenues par le gouvernement sont à capitaux majoritairement français (Berliet, Simca, etc.), italiens (E.N.I., Fiat), américains (General and Rubber Com-

Extrait du discours de Mahjoub Ben Seddik, secrétaire général de l'Union Marocaine du Travail au séminaire pan-africain de la jeunesse tenu à Tunis des 11 au 19 avril 1960 :

« Il n'y a pas de liberté pour l'homme affamé, de patrie pour l'esclave. Les termes d'assistance technique, d'aide aux pays sous-développés ne sont que des euphémismes nouveaux du colonialisme. Le mobile reste toujours la recherche du profit maximum et le drainage des richesses hors de l'Afrique. Aujourd'hui, l'oppression est le fait d'une nouvelle féodalité locale, de la cupidité et de l'incompétence des dirigeants, de leur sympathie pour les impérialistes.

Il faut aujourd'hui que se produise une véritable révolution sociale. Certaines doctrines asiatiques sont séduisantes, mais il faut tenir compte des données africaines. Serait-ce le socialisme ? Je ne peux le dire. Il y a cependant certains impératifs auxquels nous devons essentiellement répondre :

- La réforme des structures du colonialisme.
- La réforme agraire.
- L'industrialisation.
- La nationalisation des facteurs de production.
- La participation enthousiaste des masses à la construction du pays.

Ce sont là les conditions « sine qua non » de tout développement économique en Afrique. »

(« L'Avant-Garde », organe de l'U.M.T.
1^{er} mai 1960.)

Extrait de l'éditorial de « L'Avant-Garde » du 23 avril 1960, sous le titre « Pour une solution efficace » :

« ...Malgré les lourdes séquelles héritées des gouvernements précédents et les difficultés dressées devant elle par le colonialisme et ses agents, l'équipe Abdallah Ibrahim est venue au pouvoir avec un programme défini et une politique bien précise et reflétant les besoins urgents des citoyens et leurs aspirations nationales. Grâce à la communion de pensée entre Sa Majesté le Roi et l'équipe d'Abdallah Ibrahim, soutenue d'autre part par les masses populaires et syndicales, le gouvernement actuel a pu entreprendre d'importantes réformes.

« La véritable solution des crises factices ou réelles réside dans l'établissement rapide des institutions démocratiques dont la nécessité se fait sentir de plus en plus.

« Une Assemblée Nationale élue devant laquelle le gouvernement soit responsable est une urgence qu'on ne peut plus différer. C'est le souhait exprimé par les masses populaires et par Sa Majesté qui veut doter le pays d'une monarchie constitutionnelle... »

pany), alors que la participation financière de l'Etat marocain y est fort peu importante.

Et ces entreprises ne sont pas construites pour le compte du gouvernement, récupérables à terme. En fait, la mainmise antérieure du capitalisme français se poursuit, celui-ci étant simplement flanqué de quelques comparses occidentaux.

D'ailleurs, il n'est pas sans importance que lors des élections aux Chambres de Commerce, survenues en mai, où les électeurs sont ceux qui possèdent une entreprise commerciale, industrielle ou artisanale, les listes soutenues par l'U.N.F.P. aient triomphé à Casablanca et Rabat. Précisément là où est concentré l'essentiel de la bourgeoisie à aspiration industrielle.

Si l'on ne devait juger l'U.N.F.P. qu'au vu de sa seule politique ministérielle passée, on arriverait à la conclusion qu'elle représente essentiellement la couche bourgeoise aspirant à l'industrialisation.

On pourrait donc craindre que son souci de ne pas être débordée par les masses la cantonne dans un attentisme prudent.

Mais les choses sont plus complexes. La force principale de l'U.N.F.P. est l'U.M.T. (Union Marocaine du Travail), centrale syndicale. La combativité du prolétariat marocain, comme l'influence de sa direction dans l'U.N.F.P., sont telles qu'il serait sans doute difficile de limiter le rôle des syndicats à n'être qu'un instrument de manœuvre. Il faut en outre rappeler que l'importance numérique de la classe ouvrière (7 % de la population) est assez exceptionnelle dans les pays africains. De plus, la présence d'hommes comme Mahjoub ben Seddik, secrétaire général de l'U.M.T., dans la direction de l'U.N.F.P. est loin d'être indifférente lorsque l'on connaît les positions prises par le représentant du mouvement ouvrier marocain.

Cependant, il faut ajouter que ce radicalisme socialisant s'est teinté de l'opportunisme déjà relevé dans l'attitude du gouvernement Abdallah Ibrahim, à l'égard du roi notamment. On en jugera à la lecture d'un passage de l'éditorial de l'hebdomadaire de l'U.M.T. qui ne constitue pas un exemple isolé.

Les choses ne sont donc pas tranchées. Les masses marocaines sont capables de combattre pour l'instauration d'une véritable indépendance. Encore faudrait-il que la direction de l'U.N.F.P. se prononce nettement dans un sens socialiste et adopte la tactique découlant de ce choix. Cela risque de réclamer quelque temps des modifications de la direction politique actuelle des masses.

Mais la conscience très claire qu'ont les dirigeants de l'U.N.F.P. du lien étroit existant entre leur avenir et la guerre d'Algérie, leur soutien total du F.L.N. ne peuvent qu'aider leur propre évolution.

La seconde phase de la révolution au Maroc, celle de l'avènement d'un gouvernement ouvrier et paysan, n'est sans doute pas immédiate. Elle peut néanmoins être envisagée de façon réaliste dans des temps pas trop éloignés.

L. COLLONGES.

QUELQUES ELEMENTS SUR LES ELECTIONS MUNICIPALES

Ville	Population	Nombre de		Istiqlal
		sièges	U.N.F.P.	
CASABLANCA	850.000	51	42	—
FES	210.000	—	—	majorité
MARRAKECH	200.000	25	20	—
RABAT	170.000	35	31	—
MEKNES	160.000	—	—	majorité
TANGER	110.000	35	28	—
OIJDA	60.000	—	—	majorité
SAFI	60.000	31	21	—
KOURIBGA	centre minier	25	22	—